



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keskisuomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mardi 15 avril 2025

Politique européenne et étrangère	2
Conseil affaires étrangères	2
Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, le plan de soutien prévu pour l'Ukraine peut être mis en œuvre sans la participation de tous les États membres	2
OSCE	2
Le Premier ministre Orpo : « J'aurais agi différemment de Pia Kauma au sujet de rencontrer un représentant russe »	2
Élections municipales et régionales	3
Plus de 100 000 bulletins nuls – Qu'est-ce qui ne va pas ?	3
Attaques cyber contre les partis	3
Analyses	4
« Le résultat des élections laisse présager une période finale difficile pour le gouvernement » HS	4
Une discussion animée a eu lieu sur les forums de discussion internes du Parti finlandais sur les raisons de la défaite électorale	5
« Le recul du parti suédois à Helsinki montre ce que ce parti a une leçon à apprendre » HBL	6
Réactions	6
Selon le Président du PSD Lindtman, suite au résultat des élections, le gouvernement doit reconsidérer notamment le délai d'accès aux services	6
Cumul des mandats	7
Environ 40 députés ont été élus aux élections municipales et régionales	7
Politique intérieure	7
La Commission des Affaires constitutionnelles est favorable à la prolongation de la loi d'exception sur la frontière orientale	7
Sécurité	7
La Finlande lutte contre les interférences de GPS en Carélie du Nord	7
Politique climatique	8
Dans son nouveau rapport, le panel climatique met en garde contre les mesures insuffisantes de la Finlande	8
Conflits sociaux	8
La grève des employés de l'État commence aujourd'hui	8
Un accord a été trouvé pour une nouvelle convention salariale du secteur agro-alimentaire	8
Finnair a annulé 230 vols de cet été	9
Universités	9
Selon la chercheuse Lena Näre, le harcèlement et la volonté politique de contrôler la recherche ont rendu plus difficiles les conditions des chercheurs	9
Société	10
Débat sur le féminisme	10

Politique européenne et étrangère

Conseil affaires étrangères

Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, le plan de soutien prévu pour l'Ukraine peut être mis en œuvre sans la participation de tous les États membres

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen a déclaré à Bruxelles qu'une bonne discussion avait eu lieu hier lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE sur le plan de soutien prévu pour l'Ukraine.

Selon Valtonen, la Finlande a une attitude positive à l'égard de ce paquet conçu par la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Kaja Kallas

Le point de départ est que le financement du paquet serait canalisé par les États membres, éventuellement proportionnellement au produit intérieur brut de ces pays.

« La proposition du Haut Représentant Kallas est de 20 milliards, qui pourraient atteindre 40 milliards », a déclaré Valtonen.

Ce soutien pourrait par exemple prendre la forme d'un soutien direct à l'Ukraine ou d'un financement de l'industrie de défense du pays. Le plan de soutien serait financé par le groupe des pays volontaires, c'est-à-dire pas nécessairement par tous les pays de l'UE.

« C'est la solution actuelle pour avancer plus rapidement avec les pays partageant les mêmes idées », a déclaré Valtonen.

Selon Valtonen, quelques pays de l'UE ont encore laissé leur position ouverte sur la question. La ministre n'a pas voulu commenter les pays concernés. Elle a toutefois déclaré que le paquet pourrait être mis en œuvre sans la participation de tous les États membres.

« Un certain type de paquet sera mis en place dans tous les cas », dit-elle.

Les discussions sur le soutien à l'Ukraine et la défense européenne se poursuivront entre les premiers ministres de l'UE lors du sommet qui débutera jeudi. Le paquet a déjà été discuté, mais selon des sources diplomatiques, aucun consensus n'a été trouvé sur son montant.

Par exemple, la Hongrie s'est opposée au soutien apporté à l'Ukraine, mais selon les informations de STT, des pays du sud de l'Europe, par exemple, ont également eu des « questions ouvertes » concernant le paquet.

Selon des sources diplomatiques, une situation est visible au sein de l'UE où les pays nordiques et baltes sont prêts à dépenser plus d'argent pour soutenir l'Ukraine et la défense européenne, tandis que les pays du sud de l'Europe ont plus de réserves sur la question.

Valtonen a également commenté la conversation téléphonique prévue entre le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine au sujet de l'Ukraine demain.

« Le message de l'UE est qu'il ne devrait pas être très difficile d'accepter un cessez-le-feu de 30 jours. La Russie a déjà laissé la proposition sur la table, depuis il y a environ une semaine, ce qui, je pense, est une déclaration claire sur le fait de savoir qui est engagé en faveur de la paix », a déclaré Valtonen.

Elle a également déclaré à son arrivée à la réunion qu'un éventuel cessez-le-feu ne doit pas être une occasion pour Poutine de rassembler des forces pour une nouvelle agression contre l'Ukraine.

Selon la ministre des Affaires étrangères, l'idée d'un cessez-le-feu inconditionnel est que les deux parties déposent les armes et se dirigent vers la table des négociations, où elles commenceront seulement à s'entendre sur les termes d'une éventuelle paix.

Kaleva

OSCE

Le Premier ministre Orpo : « J'aurais agi différemment de Pia Kauma au sujet de rencontrer un représentant russe »

Selon le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) et le vice-président de la délégation finlandaise de l'Assemblée parlementaire Vilhelm Junnila (Vrais Finlandais), rencontrer des représentants russes comporte des risques.

Pia Kauma, députée de la Coalition nationale et présidente de l'Assemblée générale parlementaire de l'OSCE a rencontré le représentant de la délégation russe à Tachkent mercredi dernier.

Le Premier ministre a dit avoir discuté avec Kauma de la rencontre.

« À ce que j'ai compris, la rencontre n'a pas été préjudiciable en termes de contenu, mais il y a toujours un risque dans ce type de choses », a dit Orpo. « Elle est parvenue à cette décision au sein de l'OSCE. Moi, j'aurais agi différemment », a ajouté le Premier ministre.

Selon Orpo, évaluer les actions de Kauma n'est pas le rôle du gouvernement finlandais. « En ce qui concerne la ligne de la Finlande, elle est claire. Mais comme il s'agit de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, dont Kauma est présidente, cela ne regarde pas le gouvernement ». Vilhelm Junnila a également dit qu'il n'y aura pas de répercussions pour Kauma de la part de la délégation finlandaise.

« À mon avis, en tant que Finlandaise, il aurait été plus judicieux de ne pas rencontrer le représentant russe. En pratique, il est peut-être difficile pour Kauma de concilier le rôle de Présidente de l'OSCE avec toute autre politique étrangère », a dit Junnila.

HS

Élections municipales et régionales

Plus de 100 000 bulletins nuls – Qu'est-ce qui ne va pas ?

Aux élections régionales, 4,1% des votes exprimés ont été déclarés nuls, et aux élections municipales, 1,7%.

Le directeur des élections au ministère de la Justice Arto Jääskeläinen n'a pas d'explication simple pour de tels taux de rejet exceptionnels.

Selon Jääskeläinen, une explication possible est l'effet de deux élections, puisque selon les calculs préliminaires effectués à Helsinki, seulement 0,7% des votes ont été rejetés dans cette circonscription où il n'y avait qu'un scrutin au lieu de deux ailleurs dans le pays.

Il reste cependant encore beaucoup à expliquer pourquoi, même dans les régions où deux élections ont eu lieu dimanche, le taux de bulletins nuls des élections régionales est beaucoup plus élevé que celui des élections municipales.

« Mon hypothèse la plus plausible est qu'il y a eu beaucoup de votes blancs lors des élections régionales. Cela sera clair mercredi », déclare Jääskeläinen.

« Il est difficile de critiquer le processus à ce stade, mais il est toujours bon de l'examiner pour l'avenir. Cela n'a probablement pas été particulièrement difficile, mais certains électeurs pourraient avoir été un peu nerveux dans l'isoloir et commettre des erreurs simples », dit-il.

Lors des élections régionales de dimanche, un peu plus de 83 700 votes ont été rejetés, tandis qu'aux élections régionales de 2022, un peu plus de 7 100 votes seulement avaient été rejetés. Le nombre de votes rejetés aux élections municipales a quadruplé : il était dimanche de 41 700 votes contre 11 500 en 2021.

Le vote électronique pourrait-il être la solution ?

« Je ne sais pas si cela réduirait les erreurs, même si l'électeur clique et tape, des erreurs peuvent survenir. Je ne pense pas que cela améliorerait le processus de quelque manière que ce soit, et nous ne passerons certainement pas au vote électronique », répond Jääskeläinen.

Selon Jääskeläinen, les électeurs font des erreurs quel que soit le système de vote.

Jääskeläinen a déjà participé à une étude sur les effets de la combinaison des élections. Ce rapport indiquait déjà qu'il y avait eu un nombre exceptionnellement élevé de bulletins nuls lors des élections multiples.

HS

Attaques cyber contre les partis

Le groupe pro-russe Noname a mené une attaque par déni de service sur des sites Internet finlandais liés aux élections au cours du week-end dernier.

Au moins, les sites Internet du Parti du centre n'ont pas résisté à l'attaque et ont été bloqués.

HS

Analyses

« Le résultat des élections laisse présager une période finale difficile pour le gouvernement » HS

La victoire du PSD aux élections tant municipales que régionales a réfuté l'hypothèse selon laquelle la faible participation électorale était particulièrement préjudiciable au PSD.

Les élections législatives auront lieu dans deux ans et le président du PSD Antti Lindtman sera désormais considéré comme le futur Premier ministre. Les autres partis et les médias vont scruter les positions de ce chef du parti, qui joue toujours la carte de la sécurité. Même au sein du PSD, la prudence du président du parti est parfois critiquée, mais elle restera la ligne de Lindtman à l'avenir, car elle a maintenant donné des résultats.

Lors des élections régionales, le Parti social-démocrate a été le plus important dans huit des 21 régions, y compris les grandes régions du sud-ouest de la Finlande (autour de Turku) et de Pirkanmaa (autour de Tampere). En termes de nombre de sièges, le PSD est le plus grand parti dans les régions.

Ce changement soulève la question de savoir ce que le PSD entend faire du pouvoir qu'il a acquis. Cela est intéressant, par exemple, à Helsinki, où une grande partie des décisions sont prises par consensus et non par un système gouvernement-opposition comme dans la politique nationale. Même si le poste de maire revient à Daniel Sazonov, du Parti de la coalition, les partis de gauche et les Verts voudront avoir leur mot à dire dans le programme du maire. Eveliina Heinäluoma, la figure emblématique du Parti social-démocrate, devra peu à peu dévoiler ses cartes : comme Lindtman, elle évite de prendre des positions tranchées.

Dans les régions, les mains du PSD sont liées, car l'État finance les opérations de ces régions. Les conseils régionaux peuvent, dans une certaine mesure, orienter les financements vers les domaines qu'ils considèrent comme importants et modifier les programmes d'économies, mais ils ne peuvent pas obtenir plus d'argent ou plus d'employés. A tout le mieux les régions peuvent espérer disposer de plus de temps de la part de l'État pour équilibrer leurs finances. Pour le parti de la coalition nationale, les élections municipales et régionales ont une fois de plus montré comment les choses se passent pour un parti au pouvoir. Le Parti de la coalition nationale a augmenté son audience aux élections municipales et n'a perdu que légèrement aux élections régionales, ce qui constitue une réussite étonnante pour le parti du Premier ministre à ce stade. Pour les électeurs de plus en plus à droite du Parti de la coalition, les résultats du gouvernement semblent acceptables.

Toute la méfiance envers la politique gouvernementale s'est dirigée vers le deuxième plus grand parti du gouvernement, le Parti des Vrais Finlandais, qui a eu des difficultés à recruter des candidats et un résultat désastreux. Le nombre de voix de nombreux ministres et députés du parti des Vrais Finlandais a chuté. Cela signifie une réunion à mi-mandat intéressante après Pâques. La situation serait différente pour le Parti des Vrais Finlandais si le gouvernement pouvait prouver que ses politiques ont redressé l'économie finlandaise, mais jusqu'à présent, il n'y a aucune preuve de cela non plus.

Le parti des Vrais Finlandais a déclaré après les dernières élections législatives qu'il avait « abattu » le parti du Centre. Cela semble avoir échoué puisque le Centre est renaît de ses cendres et a supplanté le Parti des Vrais Finlandais dans les municipalités de toute la Finlande. Si le redressement du Centre se poursuit lors des élections législatives, cela ouvrira de nouvelles opportunités pour construire une base gouvernementale.

Les élections municipales et régionales ne sont encore qu'un indicateur d'autres d'ici 2027. En effet, lors des élections législatives, le nombre d'électeurs qui votent est généralement un tiers plus élevé, et les thèmes importants pour les citoyens s'étendent des questions sociales, de santé et d'éducation à, par exemple, la sécurité, les relations avec l'UE et l'immigration. Les partis qui ont cette fois remporté une victoire ne peuvent plus jouer dans leur zone de confort et devront se découvrir.

HS

Une discussion animée a eu lieu sur les forums de discussion internes du Parti finlandais sur les raisons de la défaite électorale

Le parti des Finlandais examine les raisons de la défaite électorale et les changements possibles dans la coopération gouvernementale, écrit le journaliste politique Marko Junkkari. Une discussion animée fait rage au sein du parti sur les raisons de la défaite et sur l'orientation future. La défaite écrasante du Parti des Finlandais aux élections municipales et régionales a immédiatement suscité des spéculations sur la poursuite de la coopération gouvernementale et sur le sort du gouvernement.

Le soir des élections, le Premier ministre Petteri Orpo et la ministre des Finances Riikka Purra ont expliqué le résultat des élections en déclarant que le gouvernement avait pris des décisions difficiles et assumé ses responsabilités.

Cependant, les électeurs ont surtout puni le Parti des Vrais Finlandais pour avoir pris ses responsabilités. Le soutien aux autres partis au pouvoir est resté plus ou moins inchangé. Cela semble injuste pour les Finlandais.

Alors, que fera le parti en réponse à cette défaite ?

Même les Vrais Finlandais eux-mêmes ne le savent probablement pas encore. Leur présidente Riikka Purra a déclaré le soir des élections que les raisons de la défaite seraient soigneusement examinées au sein du parti dans les semaines à venir.

Une option pourrait être de mettre en tension la coopération gouvernementale. Le Parti des Vrais Finlandais sera confronté à un défi dans une semaine lors de la revue de mi-mandat du gouvernement, dont l'objectif est de s'entendre sur les politiques à mener jusqu'en 2027.

Il ne serait pas inhabituel qu'une revue de mi-mandat dégénère en crise. Il y a quatre ans, les réunions de mi-mandat du gouvernement Marin (PSD) se sont poursuivies une semaine.

À la dernière minute, le Centre qui menaçait de quitter le gouvernement est revenu sur sa décision. Par la suite, de nombreuses personnes au centre ont dit que c'était une erreur. Et en effet, le Parti du centre a subi une lourde défaite aux élections législatives de 2023.

Purra a répété le soir des élections que les électeurs des Vrais Finlandais ne s'intéressent à rien d'autre qu'aux élections législatives. Il faut cependant se rappeler que le passé n'est pas une garantie de l'avenir. Il reste encore deux ans avant les élections législatives.

La situation du Parti des Vrais Finlandais semble actuellement difficile. Après un résultat électoral aussi décevant, si rien ne change, le parti pourrait avoir du mal à motiver ses propres partisans lors des élections législatives.

Le Parti des Vrais Finlandais n'a aucune expérience de participation aux élections législatives en tant que parti au pouvoir. Lors de son dernier mandat au gouvernement après les élections de 2015, le parti s'est désintégré en cours de mandat. Le nouveau parti dissident de Timo Soini est resté au gouvernement, tandis que le Parti des Vrais Finlandais s'est présenté aux élections en tant que parti d'opposition. Et c'est depuis l'opposition qu'il a obtenu un résultat brillant aux élections de 2019. Le parti dissident resté au gouvernement a disparu.

On pourrait donc imaginer que certains Vrais Finlandais soient tentés de quitter le gouvernement. Mais il est peu probable que cela se produise. Les déclarations de Purra lors de la soirée électorale étaient en faveur du maintien dans le gouvernement.

Dans son discours, elle a déclaré que la situation serait difficile si elle avait des doutes que la ligne du parti n'était pas correcte ou que la confiance dans les choix du parti vacillait. « Mais ce n'est pas le cas », a déclaré Purra. Selon elle, le parti entend continuer à renforcer l'économie et à garantir la sécurité des Finlandais.

Il ne semble pas que Purra soit prêt à quitter la coopération gouvernementale. D'autant plus qu'elle semble personnellement apprécier son mandat de ministre des Finances.

Il est difficile d'imaginer que la politique de Purra en tant que ministre des Finances changera de manière significative.

La défaite électorale de dimanche a suscité de vives discussions et même de vives critiques sur les forums de discussion internes des Finlandais.

Nombreux sont ceux qui appellent à une analyse fondamentale des raisons de la défaite.

L'une des critiques les plus sévères dans les discussions est une photographie publiée il y a un an sur laquelle le ministre des Finances Purra pose avec des ciseaux et défend les coupes budgétaires.

On critique aujourd'hui le parti pour avoir délibérément carnalisé les coupes budgétaires – dont de nombreux électeurs des Vrais Finlandais ont également dû souffrir.

Ce qui est intéressant dans les discussions internes au sein du parti, c'est qu'il y a eu peu de critiques directes à l'encontre de la présidente Purra.

Le Parti des Vrais Finlandais tiendra un congrès à Lahti à la mi-juin. Il est très peu probable que Purra ait un challenger lors de ce congrès.

Si quelqu'un devait défier Purra, le challenger devrait présenter une alternative concrète à la politique actuelle. En pratique, cela signifierait que le challenger devrait exiger que le Parti des Vrais Finlandais quitte le gouvernement.

Aujourd'hui il semble clair que Purra sera reconduite. Cela montre à quel point la position de Purra au sein de la direction du parti est forte.

Riikka Purra a déclaré le soir des élections que le Parti des Vrais Finlandais menait la bonne politique et n'avait aucune intention de changer quoi que ce soit. Selon Purra, le parti doit toutefois être en mesure de mieux expliquer sa politique.

On pourrait imaginer que cela signifie que le parti sera plus agressif dans l'expression de ses positions. La volonté de compromis au sein du gouvernement va probablement diminuer.

Et on pourrait spéculer que le parti défiera également ouvertement le Premier ministre Petteri Orpo et le Parti de la coalition nationale – dans le même style qu'au début de l'automne 2024, lorsque Orpo a présenté le programme antiraciste du gouvernement et que Jani Mäkelä, le président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais, s'est moqué publiquement d'Orpo.

On peut donc s'attendre à des déclarations agressives, bien ou moins bien pensées, et à des critiques envers ses partenaires de gouvernement.

HS

« Le recul du parti suédois à Helsinki montre ce que ce parti a une leçon à apprendre » HBL

L'éditorialiste de Hufvudstadsbladet indique que le Parti suédois a bien réussi aux municipales et régionales, mais regrette qu'à Helsinki, il perde un de ses sièges. Cela diminuera son pouvoir d'influence sur un nombre de questions, dont celles liées à la langue suédoise.

Dans les plus grandes villes, les électeurs ont choisi de protester contre la politique du gouvernement. Lorsque le Parti suédois a décidé de participer à la coalition gouvernementale, les suédophones libéraux l'ont beaucoup critiqué, en particulier à Uusimaa, la région autour de la capitale.

En même temps, les électeurs plutôt de droite ne souhaitent surtout pas que le parti reste dans l'opposition. De plus, nombre d'électeurs sont déçus des coupes dans le budget de la culture et des efforts du parti contre le racisme.

Dans les questions liées aux soins, le parti réussit toutefois bien à défendre ses bastions.

HBL/lun/22

Réactions

Selon le Président du PSD Lindtman, suite au résultat des élections, le gouvernement doit reconsidérer notamment le délai d'accès aux services

Antti Lindtman, le Président du PSD, le parti gagnant des deux élections locales, estime que le gouvernement doit reconsidérer, lors de la réunion de mi-mandat, la prolongation du délai maximum d'accès aux services de santé de base. Le gouvernement a rallongé le délai maximum d'accès de deux semaines à trois mois.

Selon Lindtman, le résultat des élections est un message clair de la part des Finlandais au gouvernement : les Finlandais demandent un changement. Lindtman estime que le délai d'accès aux services de santé était une des questions principales aux élections régionales.

Le mauvais résultat des Vrais Finlandais veut dire, selon Lindtman, que les tensions vont augmenter au sein du gouvernement. Il estime qu'une chute du gouvernement est même possible « si le gouvernement ne veut pas entendre le message des Finlandais ».

Kaleva

Cumul des mandats

Environ 40 députés ont été élus aux élections municipales et régionales

Environ 40 députés ont été élus dans les deux élections, les élections municipales et les élections régionales, et cumulent donc trois mandats.

Parmi les députés cumulant trois mandats, il y a le député de la Coalition nationale et le Président de la Commission de la défense Jukka Kopra et la Présidente des Verts Sofia Virta. Deux ministres cumulent également trois mandats : le Président du Parti populaire suédois et ministre de l'Éducation Anders Adlercreutz et la Présidente des Chrétiens-Démocrates et ministre de l'Agriculture et des forêts Sari Essayah ont été élus dans les deux élections.

Yle

Politique intérieure

La Commission des Affaires constitutionnelles est favorable à la prolongation de la loi d'exception sur la frontière orientale

La Commission des Affaires constitutionnelles a publié vendredi une déclaration sur la prolongation de la loi d'exception sur la sécurité à la frontière orientale, également appelé loi sur le renvoi, qui permet le renvoi des demandeurs d'asile à la frontière.

La majorité de la Commission est favorable à la prolongation de la loi. Trois opinions dissidentes ont été consignées dans la déclaration : les députés Johannes Yrttiaho (Alliance des gauches), Fatim Diarra (Verts) et Elisa Gebhard (PSD) étaient contre la prolongation.

Selon la Commission, la loi peut être adoptée en tant que loi d'exception « au motif acceptable et sérieux de prévenir l'influence d'un pays étranger sur la Finlande par moyen de l'exploitation des migrants ».

La Commission propose de prolonger la loi jusqu'à fin 2026. Elle ne propose pas d'autres changements dans la loi.

Selon Fatim Diarra, les problèmes de cette loi n'ont pas disparu.

« Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a demandé à la Finlande de reconsidérer la loi et chercher d'autres solutions afin de renforcer la sécurité frontalière. Pourtant, on n'a pas cherché de telles solutions », a-t-elle dit.

HS

Sécurité

La Finlande lutte contre les interférences de GPS en Carélie du Nord

Le Service national des relevés topographiques de Finlande lancera en avril un projet financé par l'UE pour lutter contre les interférences de GPS. Le harcèlement de la part de la Russie qui brouille le GPS en Finlande s'est accru depuis 2022, entraînant des risques pour la sécurité de divers acteurs.

Ce printemps, le Service finlandais commencera à développer et à tester des contre-mesures contre les interférences de GPS. L'objectif du projet, qui débutera en avril, est de mieux identifier les interférences et de prévenir les dommages. Les mesures sont testées en Carélie du Nord. Le projet est financé par l'UE et durera deux ans.

« Nous développons actuellement un prototype d'appareil capable de détecter les interférences en temps réel et d'en avertir l'utilisateur. L'idée est également de stocker des données de positionnement. Le projet développe également des méthodes de traitement des images aériennes en cas d'interférence GNSS», explique Mika Saajasto.

On parle généralement d'interférences GPS. Cependant, il existe plusieurs grands systèmes mondiaux de navigation par satellite, donc un meilleur terme que brouillage GPS est brouillage GNSS (Global Navigation Satellite System).

Les perturbations affectent par exemple le trafic aérien et maritime.

HS

Politique climatique

Dans son nouveau rapport, le panel climatique met en garde contre les mesures insuffisantes de la Finlande

Le panel climatique a publié un rapport selon lequel atteindre les objectifs climatiques nécessite de mesures rapides dans le secteur de l'utilisation de terre. L'action du gouvernement n'a jusqu'à présent pas été suffisante, mais le panel n'exclut pas que l'on puisse encore arriver à atteindre l'objectif fixé de neutralité carbone en 2035.

Les émissions fossiles ont relativement rapidement diminué depuis la période 2000-2009 : de 46 % en 2023. Or, parallèlement, le secteur de l'utilisation de terre est devenu une source d'émissions au lieu de constituer un puits de carbone. De ce fait, les émissions nettes n'ont pas diminué.

Les émissions du secteur s'élèvent à 12 mégatonnes de CO₂. Pour arriver à un puits de -15 mégatonnes en 2035, il faudrait donc un changement équivalent de 27 mégatonnes de CO₂. Outre l'objectif national, les obligations contraignantes relevant de LULUCF sont menacées. La semaine dernière, le ministère de l'Agriculture et de Sylviculture a demandé au Centre de ressources naturelles Luke des explications sur les incertitudes du calcul sur les puits de carbone.

Sampo Soimakallio, chercheur du Centre environnemental de Finlande, Syke, a constaté, hier, à l'occasion de la publication du rapport du Panel climatique, que des incertitudes étaient liées aux méthodes.

Le panel climatique constate que l'objectif lié à l'équilibre de émissions et des puits ne pourra être atteint qu'en diminuant les coupes de bois. Il conviendrait de leur définir un niveau annuel de 61 à 64 millions de m³. En 2023, les coupes s'élevaient à 72,7 millions de m³.

Le président du panel, Jyri Seppälä estime qu'il faudrait établir une nouvelle évaluation sur le fait de savoir quels moyens seraient les meilleurs pour diminuer les coupes, en tenant compte des conditions de fonctionnement de l'industrie forestière.

Le panel rappelle que certaines mesures déjà proposées pour renforcer les puits carbonés n'ont pas été utilisées jusqu'à présent.

AL/A22

Conflits sociaux

La grève des employés de l'État commence aujourd'hui

La grève de deux jours d'une partie des employés de l'État commence aujourd'hui. Elle concerne certains services de la Direction générale de la police et du Bureau d'application des peines et tous les services du Trésor public.

Les syndicats et le comité de négociation ont rejeté la proposition du médiateur national du travail pour une nouvelle convention salariale. Selon le syndicat Juko, le niveau des augmentations salariales proposé ne répondait pas aux objectifs fixés. La proposition prévoyait une augmentation de 7,1 % sur trois ans.

La grève prend fin demain mercredi à minuit.

La dernière fois que les fonctionnaires nationaux ont fait grève, c'était il y a environ 40 ans.

TS

Un accord a été trouvé pour une nouvelle convention salariale du secteur agro-alimentaire

Le syndicat et le patronat du secteur agro-alimentaire ont accepté hier la proposition du médiateur national du travail pour une nouvelle convention salariale. Les grèves prévues ont été annulées. Les salaires des employés du secteur vont augmenter de 7,8 % sur trois ans. L'augmentation suit la ligne générale des hausses salariales, établie par les négociations du secteur de l'industrie.

HS

Finnair a annulé 230 vols de cet été

Finnair a annulé 230 vols de cet été. Les annulations concernent près de 30 000 voyageurs. Selon la cheffe des communications de Finnair, Päivyt Tallqvist, les annulations s'expliquent par les pénuries de personnel, plus précisément de pilotes.

Suite au mouvement social des pilotes et aux négociations sur une nouvelle convention salariale qui se poursuivent depuis l'automne, la compagnie aérienne a commencé un plan social, selon Tallqvist. Le mouvement social des pilotes inclut, par exemple, ne pas remplacer les pilotes au congé maladie, ce qui a rendu difficile la réalisation de certains itinéraires qui sont opérés en coopération avec d'autres compagnies aériennes. À cause de cette imprévisibilité, certains partenaires envisagent même d'arrêter la coopération avec Finnair, ce qui peut entraîner la suppression de jusqu'à 90 postes, a expliqué Tallqvist.

Le plan social étant en cours, la compagnie ne peut pas recruter plus de pilotes pour la saison estivale.

Pendant la saison estivale la plus chargée, Finnair effectue plus de 300 vols par jour.

HS

Universités

Selon la chercheuse Lena Näre, le harcèlement et la volonté politique de contrôler la recherche ont rendu plus difficiles les conditions des chercheurs

La chercheuse et professeure en sociologie à l'Université d'Helsinki, Lena Näre, estime dans une interview de Helsingin Sanomat qu'en plus du harcèlement de la part du public, la liberté de la science et de la recherche a été restreinte. Par conséquent, les conditions de travail des chercheurs sont devenues difficiles.

L'été dernier, Näre avait commencé une pétition contre la loi d'exception à la frontière permettant le renvoi des demandeurs d'asile. Plus de 300 chercheurs l'ont signé. Näre, qui a fait des recherches sur l'immigration et les réfugiés, considère que la loi va contre non seulement les résultats de recherche, mais aussi des droits de l'homme et la Constitution finlandaise.

La pétition a déclenché une vague de harcèlement : Näre a reçu des messages contenant des insultes de la part des personnes contre l'immigration. Elle a été menacée de violence et de violence sexuelle. On a même créé un profil sur un site pornographique à son nom.

Näre se dit habituée au harcèlement, aux tentatives de la faire taire, ainsi qu'à la misogynie. Les messages qu'elle reçoit ne la bouleversent plus.

Un autre problème la préoccupe pourtant : la volonté politique de la part de certains de contrôler davantage la recherche.

En janvier, le gouvernement a annoncé vouloir modifier la loi concernant l'Académie finlandaise en y précisant que le fonctionnement de l'Académie « ne doit pas être en contradiction avec la sécurité nationale, les obligations internationales ou les lignes de la politique étrangère et de la politique de sécurité de Finlande ». Pour Lena Näre, il s'agissait d'un projet choquant : les dirigeants politiques cherchaient à contrôler également les sujets de recherche au moyen de ce terme peu précis de « sécurité nationale ».

« Tout peut entrer dans cette catégorie de sécurité nationale », a dit Näre. Dans le pire des cas, cette formulation floue donnerait le pouvoir de limiter la science sur n'importe quel secteur. Depuis, les références à la sécurité nationale, les obligations internationales et la politique étrangère ont été enlevées du projet de loi – ce qui a beaucoup soulagé Näre.

Pendant sa carrière de 20 ans, Näre a constaté que « depuis longtemps, la liberté de la science a été réduite ».

Récemment, le gouvernement a décidé de fusionner les quatre panels scientifiques, dont le panel climatique. Le ministère de l'Intérieur a également refusé de publier une étude qu'il a commandé sur la polarisation de la société au motif que l'étude « critiquait trop sévèrement les Vrais Finlandais ».

Selon l'indice de liberté académique le plus récent, la liberté de la science a augmenté dans le monde à partir des années 1970 jusqu'aux années 2010, mais a depuis diminué même dans les pays phares de la science. Näre estime que le populisme autoritaire a joué un rôle dans la détérioration de la situation.

Elle craint que l'exemple de Donald Trump au niveau de la limitation de la science se reproduise en Finlande. Dans un sens, le seuil pour le harcèlement a déjà baissé : cela se voit dans tous les messages haineux que Näre reçoit. Aux yeux de certaines personnes, les études sur l'immigration ou le changement climatique compromettent leur vision du monde conservatrice.

En ce moment, la guerre en Ukraine a créé ce que Näre appelle une « ambiance de sécurisation » en Finlande. Quand les temps sont difficiles, la science veut être mise au profit de l'intérêt de la Finlande dans son ensemble. On craint les résultats de recherches qui diffèrent du consensus.

Selon Näre, c'est justement le moment de renforcer davantage l'État de droit, la démocratie et la liberté d'expression.

« La réponse ne peut pas être plus de contrôle et plus d'autoritarisme. Cela est complètement paradoxal », conclut Näre.

HS

Société

Débat sur le féminisme

Helsingin Sanomat a rendu compte du fait que dans une interview dans le magazine féminin Eeva, l'épouse du Président, Suzanne Innes-Stubb, a déclaré qu'elle ne se considérait pas comme féministe. Ces propos ont suscité du débat notamment du fait qu'Innes-Stubb a évoqué dans l'interview des thèmes en faveur de l'égalité, tels la violence conjugale et le rôle des hommes pour la diminuer.

« Je suis fortement en faveur de l'équité et de l'égalité, mais je ne me considère pas comme féministe », a-t-elle dit.

On a entendu des interrogations sur le fait de savoir pourquoi une femme dans une position visible, diplômée d'études supérieures et avec une longue carrière professionnelle souhaite souligner le fait qu'elle n'est pas féministe.

Selon l'historienne Heidi Kurvinen, qui a étudié le débat autour du féminisme dans les médias finlandais, les propos d'Innes-Stubb ne sont pas exceptionnels. Le mot féminisme a toujours une connotation radicale. « Le féminisme est facilement éprouvé comme quelque chose de surdimensionné, tandis que l'égalité est perçue comme plus modéré et acceptable comme objectif. »

Aujourd'hui, parmi les tendances féministes, c'est le féminisme intersectionnel qui est peut-être le plus répandu.

Dans les années 1960-1970, les stéréotypes négatifs concernant le féminisme ont marqué l'image du mouvement féministe en Finlande, comme ailleurs. Encore aujourd'hui, dans le domaine politique, il peut être plus facile de ne pas s'identifier comme féministe, mais de promouvoir les questions plutôt sous le signe de l'égalité.

Les milieux misogynes des réseaux sociaux diffusent une image négative du féminisme. En même temps, de plus en plus de personnalités influentes, politiques et connues évoquent des sujets féministes, sans pour autant utiliser ce mot, selon Kurvinen.

HS